



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Fermeture de lignes ferroviaires en Occitanie et inégalités territoriales

Question écrite n° 5652

Texte de la question

Mme Christine Arrighi alerte M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports, sur la fermeture de lignes ferroviaires en Occitanie et ses conséquences en matière d'inégalités territoriales. En un siècle, le réseau ferré national a été divisé par deux, le plus souvent au détriment des lignes rurales. En région Occitanie, 128 kilomètres d'anciennes lignes doivent être démantelés dans les prochaines années, dont la ligne qui reliait Cahors à Capdenac. Le train est vital pour lutter contre les inégalités territoriales, les injustices sociales, la désindustrialisation et bien sûr le changement climatique. Le train est le mode de transport le plus écologique, souvent cité dans les rapports du GIEC ou ceux du Haut conseil pour le climat comme une solution majeure pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, alors que les transports en sont les premiers émetteurs. Le train c'est aussi le fret et ses débouchés économiques ou industriels. Pourtant, en 2023, l'État français n'a investi que 51 euros par personne dans le train, contre 103 euros en Italie ou 124 euros en Allemagne. Les récentes coupes budgétaires sur les collectivités territoriales menacent également de nombreux projets de réouverture de lignes. La région Occitanie a annoncé suspendre le projet de réouverture de la ligne Rodez-Séverac en Aveyron et de la ligne Limoux-Quillan dans l'Aude. D'autres projets, comme celui de la ligne Alès-Bessèges, sont reportés. La mobilisation citoyenne s'amplifie en faveur des lignes régionales et les habitants de ces territoires sont inquiets. Dans les Hautes-Pyrénées, un collectif s'est créé pour défendre la réouverture de la ligne de train entre Morcenx, Tarbes et Bagnères-de-Bigorre. Dans le Gers, des citoyens et des élus demandent la réouverture de la ligne entre Agen et Auch. Face à des dotations en baisse et à l'immobilisme de l'État sur le sujet, certains élus proposent de remplacer les voies ferrées par des « voies vertes ». C'est le cas en Aveyron où la ligne Rodez-Séverac, qui permet de relier les deux principales villes du département, pourrait disparaître. C'est également le cas dans l'Aude sur la ligne Limoux-Quillan. Ces projets seraient un non-sens écologique et économique, au détriment des habitants du territoire. Le train est un moyen de transport sûr, écologique et économique qu'aucune voie de circulation douce ne pourrait compenser. Entre une « voie verte » pour quelques touristes et un train pour les mobilités quotidiennes, il faut choisir le train. Aujourd'hui, plus que jamais, la France a besoin d'un plan Marshall en faveur du ferroviaire. Ainsi, de quels moyens le Gouvernement entend-il se doter pour soutenir la réouverture des lignes de train et le maillage territorial ? Au printemps prochain, la conférence de financement des mobilités permettra-t-elle d'apporter des réponses concrètes en matière de lignes régionales et de fret ferroviaire ? Elle souhaite connaître ses intentions à ce sujet.

Données clés

Auteur : [Mme Christine Arrighi](#)

Circonscription : Haute-Garonne (9^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5652

Rubrique : Transports ferroviaires

Ministère interrogé : [Transports](#)

Ministère attributaire : [Transports](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er avril 2025](#), page 2187